

qu'un accord fiscal ne soit intervenu entre le Canada et le pays concerné. De tels accords existent actuellement dans le cas de l'Irlande, des États-Unis, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de la Finlande, de la Suède, du Danemark, des Pays-Bas, de Trinidad et Tobago, du Royaume-Uni et de la Norvège, en vertu desquels le Canada n'effectue pas de retenue d'impôt sur les pensions des retraités qui habitent ces pays.

[Traduction]

DÉFENSE NATIONALE—LE POLYGONE DE TIR DE MEAFORD

Question n° 507—**M. Noble:**

1. Le ministère de la Défense nationale a-t-il étudié la possibilité d'enlever les explosifs du polygone de tir de Meaford?

2. Le gouvernement sait-il si l'on traverse fréquemment le secteur qui est tenu pour le plus dangereux du polygone et, dans l'affirmative, quelles mesures prend-on en vue de remédier à cette situation?

3. Le gouvernement de la province de l'Ontario a-t-il indiqué au gouvernement du Canada qu'il souhaitait en acquérir le terrain ou lui a-t-il fait des représentations dans ce but?

4. Le ministère de la Défense nationale a-t-il offert le polygone de tir de Meaford à un autre ministère ou au gouvernement provincial?

L'hon. E. J. Benson (ministre de la Défense nationale): 1. Oui. Voir le hansard du 18 novembre 1970, à la page 1278, et le hansard du 13 décembre 1971, aux pages 10,392 à 10,393.

2. Non. Le ministère de la Défense nationale ignore si l'on traverse fréquemment le polygone de tir de Meaford soit dans le secteur très contaminé, soit dans le reste de la zone d'entraînement. Ladite zone servira beaucoup pendant les mois d'été et c'est pourquoi les patrouilles de la police militaire, en poste à la BFC de Borden, seront augmentées. On étudie maintenant les possibilités d'améliorer l'état actuel des clôtures du polygone de tir.

3. Oui. Il souhaiterait en faire un parc.

4. Oui. Voir le hansard du 30 juin 1971, à la page 7511. En outre, on a demandé au ministère de l'Environnement d'étudier la possibilité de transformer le polygone de tir en un sanctuaire de la faune et des oiseaux.

* * *

QUESTIONS TRANSFORMÉES EN ORDRES DE DÉPÔT DE DOCUMENTS

LE VOYAGE DE 1971 EN YOUGOSLAVIE DES DANSEURS SIOUX VALLEY

Question n° 47—**M. Macquarrie:**

1. Le ministère des Affaires extérieures, le Secrétariat d'État ou le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien ont-ils participé, d'une façon ou d'une autre, à l'organisation ou au financement du voyage en Yougoslavie, l'été dernier, des danseurs *Sioux Valley* de la réserve de Sioux Valley (Brandon)?

2. Ce groupe a-t-il présenté des doléances au ministère des Affaires extérieures relativement aux arrangements financiers faits par le gouvernement yougoslave et dans l'affirmative, quelles mesures le ministère des Affaires extérieures a-t-il prises?

3. Le ministère des Affaires extérieures a-t-il présenté des doléances au gouvernement yougoslave relativement aux arrangements financiers faits par ce dernier et, dans l'affirmative, quelle a été la réponse du gouvernement yougoslave?

(Le document est déposé.)

LA FERMETURE DE BASES MILITAIRES CANADIENNES

Question n° 228—**M. Stewart (Marquette):**

1. Depuis 1965, combien de bases militaires canadiennes a-t-on fermées et où chacune d'entre elles était-elle située?

2. Dans chaque cas, a) combien de membres du personnel des forces armées canadiennes a-t-on mutés ailleurs, b) combien de civils a-t-on mis à pied sans leur avoir procuré un autre emploi satisfaisant, c) quel est le statut actuel des terrains et des édifices et quel montant le gouvernement a-t-il récupéré par suite de leur vente?

3. Le gouvernement considère-t-il que le programme de regroupement et de fermeture de bases a entraîné des problèmes d'ordre économique et autres dans les régions touchées et, dans l'affirmative, pourquoi?

(Le document est déposé.)

LE PROGRAMME D'INITIATIVES LOCALES

Question n° 379—**M. Beaudoin:**

1. Combien a-t-on affecté, par province, dans le cadre du programme d'Initiatives locales et combien d'emplois les fonds affectés devaient-ils permettre d'y créer respectivement?

2. Dans le cadre du même programme, combien a-t-on affecté, par circonscription électorale, à la province de Québec et combien d'emplois les fonds affectés devaient-ils permettre d'y créer respectivement?

3. Comment s'appellent les organismes ayant présenté, dans le cadre de ce programme, des projets émanant de la circonscription électorale de Richmond?

4. Quel était le titre de chacun des projets émanant de la circonscription électorale de Richmond?

5. A-t-on rejeté certains de ces projets et, dans l'affirmative, a) lesquels, b) combien d'emplois chacun de ces projets proposait-il de créer pour sa réalisation, c) quel montant demandait-on pour chacun d'entre eux?

6. Combien a-t-on affecté en tout à la circonscription électorale de Richmond dans le cadre du programme d'Initiatives locales?

(Le document est déposé.)

MAIN-D'ŒUVRE ET IMMIGRATION—LES CONTRATS DE PUBLICITÉ

Question n° 452—**M. Nystrom:**

1. Le ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration a-t-il adjugé des contrats de publicité et d'information au cours de l'année financière 1970-1971 et, dans l'affirmative, a) quels sont les noms et adresses des firmes auxquelles ces contrats ont été adjugés, b) quel montant était stipulé dans chacun des contrats, c) quel était l'objet précis de chacun des contrats?

2. Le budget principal des dépenses et le budget des dépenses supplémentaires de ce Ministère pour l'année financière 1971-1972 comprennent-ils un montant d'argent devant être affecté à la publicité et/ou à l'information et, dans l'affirmative, a) quel est-il, b) quels montants en ont été dépensés ou engagés, c) quels sont les noms et adresses des firmes contractantes, d) quel est le montant stipulé dans chacun des contrats, e) quel est l'objet précis de chacun des contrats?

(Le document est déposé.)

Le très hon. M. Diefenbaker: Monsieur l'Orateur, on fait inscrire au Feuilleton des questions marquées d'un astérisque de manière à obtenir une réponse rapide. Le 28 mars, j'ai posé la question suivante marquée d'un astérisque:

1. Combien de pavillons rouges du Canada le ministère des Travaux publics avait-il en sa possession le jour de l'adoption du nouveau drapeau?

2. Depuis cette époque, combien de pavillons a-t-on distribués à des organismes ou à des particuliers?